

## Roumanie : corruption Ã l'opÃ©ra national de Bucarest

### Description

Le 29 dÃ©cembre 2019, la Section des dÃ©lits criminels assimilÃ©s aux dÃ©lits de corruption (Direction nationale de lutte contre la corruption) a fait savoir que plusieurs anciens dirigeants de l'opÃ©ra national de Bucarest, un des quatre opÃ©ras nationaux du pays, Ã©taient poursuivis pour abus de pouvoir et implication dans 53 affaires de pots-de-vin. Ces actes de corruption auraient Ã©tÃ© commis en marge de l'attribution de marchÃ©s publics pour des travaux de rÃ©habilitation des bÃ¢timents de l'opÃ©ra au cours de l'annÃ©e 2006.

Les principaux prÃ©venus sont CÃ©lin Alexandru Ionescu (ancien Directeur gÃ©nÃ©ral), Cornelia Iustina (ancienne directrice commerciale) et Visalom Teodor (ancien directeur technique), mais plusieurs membres de leur personnel sont Ã©galement poursuivis pour complicitÃ© dans le cadre du mÃªme dossier judiciaire.

L'enquÃªte a mis en Ã©vidence la mauvaise foi des intÃ©ressÃ©s qui n'ont ni consultÃ© le conseil d'administration de l'opÃ©ra, ni ordonnÃ© la crÃ©ation de commissions d'Ã©valuation des offres publiques avant la signature de marchÃ©s publics engageant l'opÃ©ra. La principale consÃ©quence en est la surÃ©valuation flagrante des prix des travaux de la part des entreprises bÃ©nÃ©ficiaires des contrats. Les prÃ©venus ont fermÃ© les yeux sur ces pratiques en Ã©change du reversement de 10 Ã 20 % de la valeur des factures des contrats d'exÃ©cution des travaux rÃ©glÃ©s par l'institution.

L'opÃ©ra national de Bucarest, qui a changÃ© de direction et s'est portÃ© partie civile dans cette affaire, chiffre son prÃ©judice matÃ©riel Ã l'Ã©quivalent de prÃ>s de 700 000 euros. Cornelia Iustina aurait personnellement reÃ§u de l'argent ainsi qu'un bateau Ã moteur Viper 203, pour un montant total de plus de 67 000 euros.

Le 20 janvier 2020, le tribunal de Bucarest a condamnÃ© pour corruption les trois anciens cadres de l'opÃ©ra national de Bucarest Ã des peines d'emprisonnement avec incarceration immÃ©diate, allant de 4 Ã 5 ans, auxquelles s'ajoutent la confiscation de sommes importantes. Les condamnÃ©s peuvent toutefois encore faire appel de la dÃ©cision des juges.

**Sources** : Site de la Direction nationale de lutte contre la corruption, AGERPRES, Libertatea, Antena 3.

**date crÃ©Ã©e**

25/01/2020

**Champs de MÃ©ta**

**Auteur-article** : StÃ©phan Altasserre